



Tanzanie : Un marché aux poissons de Dar es-Salaam construit grâce au programme de dons du Japon mené de 1999 à 2000. (Photo : Shinichi Kuno)

## Message du directeur général

## Regarder de l'avant sur un horizon de cinq ans pour réaliser les engagements de la TICAD V



Eiji Inui Directeur général Département de l'Afrique

**La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), qui a eu lieu à Yokohama en 2013, a réuni les délégations de 51 pays d'Afrique. Le plan d'action de Yokohama 2013-2017, adopté lors de la conférence, comprend trois piliers — une économie durable et solide, une société inclusive et résiliente, et la paix et la stabilité — et six plans d'action, afin d'orienter le développement africain sur un horizon de cinq ans. Pour réaliser ces engagements, la JICA s'efforce de concrétiser des projets efficaces répondant aux besoins de développement spécifiques de chaque pays et région d'Afrique.**

Le point fondamental du premier pilier de la TICAD V — une économie durable et solide — consiste à développer des corridors de croissance. De nombreux pays d'Afrique étant dépourvus de littoral, les coûts de transport sont relativement élevés. Afin de renforcer leur compétitivité sur le marché mondial, il est essentiel de promouvoir l'harmonisation des différents règlements régissant le commerce, ainsi que le développement des infrastructures au sein de la région. Pour répondre à de telles demandes, la JICA apporte une aide globale aux corridors de développement afin de créer un environnement favorable avec des transports et une logistique efficaces.

Dans le cadre de ces efforts, la JICA travaille sur l'élaboration des plans directeurs stratégiques pour le développement des infrastructures, des systèmes et des ressources humaines nécessaires pour attirer les investissements étrangers dans dix zones offrant un fort potentiel pour le développement du réseau de distribution le long des corridors. À cette fin, plusieurs projets concrets ont déjà commencé en Afrique australe et orientale. Dès le début de l'exercice 2014, la JICA ouvrira dix centres de développement des ressources humaines, une initiative fondamentale pour le renforcement des capacités de 30 000 personnes dans le domaine du commerce et de l'industrie. Dans le cadre de cette initiative, la JICA poursuivra également l'initiative ABE pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, visant à développer les capacités de 1 000 personnes afin de renforcer les partenariats entre les entreprises africaines et japonaises.

Sur le continent africain, l'agriculture constitue une part importante

de l'économie et une base pour la fondation d'une société inclusive. Lors de la TICAD V, la JICA a réactivé un certain nombre d'initiatives pour le développement agricole avec l'intention de les renforcer au cours des cinq prochaines années : la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) dont l'objectif est de doubler la production de riz en Afrique sur dix ans ; et le projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP), qui a pour but d'augmenter les revenus des petits exploitants en promouvant une agriculture orientée vers le marché.

Dans le domaine de l'éducation, la JICA poursuivra ses efforts en se concentrant sur deux types de projets : l'approche « École pour tous » conçue pour améliorer l'environnement éducatif en encourageant la participation des communautés dans la gestion des écoles, et le projet de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire (SMASE) dont l'objectif est d'apporter une éducation de qualité dans le domaine des sciences et des mathématiques dans les collèges et les lycées africains.

Le grand défi du développement africain consistera à maintenir la croissance économique au niveau élevé qu'elle connaît depuis la fin des années 2000. En outre, il sera important de parvenir à un développement économique et social plus équilibré en construisant une société inclusive, où une part plus importante des bénéfices tirés des industries d'extraction serait investie pour stimuler le développement social et la croissance économique.